

Dissertation chapitre 1 sociologie (1/2)

DÉBAT SUR LA PERTINENCE DE L'UTILISATION DES « CLASSES » SOCIALES DANS L'ANALYSE ACTUELLE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Exemple de sujet : L'approche en termes de classes sociales permet-elle de rendre compte de la structure actuelle de la société française (2023, La Réunion)

Proposition 1 - Amorce : En 2018, le mouvement des "gilets jaunes" a révélé une profonde fracture sociale en France, opposant une partie des classes populaires et moyennes aux élites politiques et économiques. Cette mobilisation, née d'un ras-le-bol fiscal, a rapidement mis en lumière un sentiment d'injustice face aux inégalités croissantes et à la précarisation d'une partie de la population. Pourtant, les manifestants ne revendiquaient pas explicitement une appartenance de classe au sens marxiste du terme, préférant dénoncer un déclassement social et un fossé grandissant entre "ceux d'en haut" et "ceux d'en bas". Cette évolution interroge :

Problématique : Dans quelle mesure les analyses traditionnelles en termes de classes sociales de Marx et Weber restent-elles un outil pertinent pour comprendre la structure de la société française contemporaine, face aux dynamiques de moyennisation et d'individualisation de la société ?

I. L'approche en termes de classes sociales a perdu de sa pertinence pour rendre compte de la structure sociale française

A. Une moyennisation et une individualisation de la société qui complique une lecture claire des distances interclasses et intra classes et qui affaiblit les consciences de classe

1. Une moyennisation de la société qui atténue les distances entre « classes sociales » et qui les rend plus vaste

L'analyse en termes de classes sociales a été remise en question par le phénomène de moyennisation, un processus décrit par Henri Mendras, qui désigne la réduction des écarts entre les classes populaires et les classes supérieures au profit d'un vaste groupe intermédiaire, la classe moyenne. Ce phénomène s'explique notamment par l'élévation générale du niveau de vie, la massification scolaire et l'accès élargi aux biens de consommation. Ainsi, les distinctions sociales se sont atténuées, rendant plus floues les frontières entre les classes. De plus, cette moyennisation ne se limite pas à une simple réduction des inégalités : elle a également élargi la taille des groupes sociaux intermédiaires, rendant les catégories sociales plus vastes et moins homogènes.

La consommation de biens autrefois réservés aux catégories aisées illustre cette moyennisation. Par exemple, en 1970, seuls 53 % des ménages français possédaient une voiture, contre plus de 80 % aujourd'hui. De même, l'accès aux études supérieures s'est largement démocratisé : en 1980, environ 20 % d'une génération obtenait un diplôme de l'enseignement supérieur, contre près de 50 % aujourd'hui. Ces évolutions ont contribué à réduire certaines inégalités et à homogénéiser le mode de vie des Français, tout en rendant les frontières entre classes sociales plus larges et plus floues.

2. Une individualisation remettant en cause la conscience de classe

La société française contemporaine est marquée par un processus d'individualisation, analysé notamment par Ulrich Beck et François Dubet, qui remet en question la conscience de classe. Alors que les sociétés industrielles étaient structurées autour d'identités collectives fortes, notamment celles des ouvriers et des bourgeois, l'essor des parcours individualisés et la diversification des modes de vie ont affaibli le sentiment d'appartenance à une classe sociale. Aujourd'hui, les trajectoires professionnelles sont plus variées, les identités sociales plus éclatées, et les revendications s'expriment davantage sur des bases culturelles, identitaires ou générationnelles que sur des clivages de classe.

Ce phénomène se traduit par un recul des grandes mobilisations ouvrières et syndicales. Par exemple, le taux de syndicalisation en France est passé d'environ 30 % des salariés dans les années 1950 à moins de 10 % aujourd'hui. Cette érosion du militantisme collectif illustre le fait que les individus privilégient désormais des stratégies personnelles d'ascension sociale plutôt qu'une lutte commune basée sur la conscience de classe.

B. Apparition de nouveaux facteurs de structuration de l'espace social

1. Les facteurs sociodémographiques viennent redessiner la structure sociale

L'analyse en termes de classes sociales, fondée sur des critères économiques et professionnels, est de plus en plus concurrencée par d'autres facteurs sociodémographiques qui influencent la stratification sociale. L'âge, le genre, l'origine migratoire ou encore le lieu de résidence jouent un rôle croissant dans les inégalités, redessinant la structure sociale au-delà des catégories traditionnelles définies par Karl Marx ou Max Weber. Aujourd'hui, les dynamiques sociales ne se résument plus à l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie ou entre classes populaires et classes dominantes, mais se complexifient autour de nouvelles lignes de fracture.

Les inégalités territoriales illustrent bien ce phénomène. Par exemple, en France, le taux de pauvreté est de 18 % dans les zones rurales contre 15 % en moyenne nationale, tandis que certains quartiers populaires des grandes métropoles connaissent des taux bien supérieurs. De même, l'âge est devenu un facteur clé de différenciation : le taux de chômage des jeunes actifs (15-24 ans) est d'environ 18 %, soit plus du double de la moyenne nationale. Ces éléments montrent que la structure sociale ne se comprend plus uniquement à travers la grille des classes sociales, mais aussi en tenant compte des variables sociodémographiques qui façonnent les inégalités contemporaines.

2. ... Ainsi que les facteurs socioculturels

L'analyse en termes de classes sociales, centrée sur des critères économiques et professionnels, ne suffit plus à rendre compte des clivages qui traversent la société française. En effet, les facteurs socioculturels – tels que le niveau de diplôme, les pratiques culturelles ou les valeurs – jouent un rôle croissant dans la stratification sociale, redessinant les groupes sociaux au-delà des catégories traditionnelles. L'accès à la culture légitime, l'usage du numérique ou encore les modes de consommation contribuent à différencier les individus, parfois davantage que leur appartenance à une classe sociale au sens classique du terme.

L'influence du diplôme sur la structure sociale est particulièrement significative. Par exemple, le taux de chômage des non-diplômés dépasse 15 %, contre environ 5 % pour les titulaires d'un bac +5. De même, les pratiques culturelles marquent des clivages importants : en 2018, 74 % des cadres avaient visité un musée dans l'année, contre seulement 31 % des ouvriers. Ces écarts montrent que les distinctions sociales ne reposent pas uniquement sur les revenus ou la profession, mais aussi sur l'accès au savoir et aux pratiques culturelles, ce qui complexifie l'analyse traditionnelle en termes de classes.

II. Une résurgence des inégalités économiques et sociales depuis les années 80 contribue à redonner une certaine pertinence à l'approche en termes de classe sociale

A. Accroissement de la polarisation de la société et de la répartition des richesses

1. Des riches toujours plus riches et une inflation qui paupérise une large partie de la classe autrefois « moyenne »

Si l'on a pu parler d'une moyennisation de la société, les évolutions économiques récentes semblent au contraire accentuer les écarts entre les catégories sociales. La mondialisation, la financiarisation de l'économie et les politiques fiscales ont favorisé un enrichissement croissant des plus aisés, tandis que l'inflation et la stagnation des salaires

fragilisent les classes moyennes et populaires. Cette dynamique remet en question l'idée d'une réduction des inégalités et suggère plutôt une polarisation accrue de la société.

L'évolution des patrimoines illustre ce phénomène. En France, selon l'INSEE, les 10 % des ménages les plus riches détiennent plus de 50 % du patrimoine total, tandis que les 50 % les moins fortunés en possèdent à peine 8 %. Parallèlement, l'inflation, notamment sur les produits de première nécessité, pèse lourdement sur les ménages aux revenus intermédiaires : en 2023, le prix des denrées alimentaires a augmenté de près de 12 % en un an, réduisant considérablement le pouvoir d'achat des classes moyennes et basses. Cette situation accentue le sentiment de déclassement et remet en cause la stabilité de la structure sociale française.

2. L'apparition de nouveaux pauvres

Si la pauvreté a longtemps été associée aux classes populaires et aux travailleurs précaires, on observe aujourd'hui l'émergence de "nouveaux pauvres", touchant des catégories autrefois relativement épargnées. Les étudiants, les retraités ou encore les familles monoparentales sont de plus en plus exposés à la précarité en raison de la stagnation des revenus, de la hausse du coût de la vie et de la fragilisation des mécanismes de protection sociale. Cette évolution redéfinit les contours de la pauvreté et complexifie la structure sociale.

Les chiffres confirment cette tendance. En France, près de 20 % des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, et plus d'un quart d'entre eux déclarent sauter des repas faute de moyens. De même, près de 40 % des familles monoparentales sont en situation de pauvreté, un taux bien supérieur à la moyenne nationale. Enfin, les retraités, autrefois relativement protégés, sont de plus en plus touchés : en 2021, près d'un million d'entre eux percevaient le minimum vieillesse, soit un revenu à peine suffisant pour vivre décemment. Ces chiffres montrent que la pauvreté ne se limite plus aux catégories historiquement défavorisées, mais touche désormais des populations aux profils variés. Ceci remet certes en cause les contours de l'analyse traditionnelle des inégalités sociales mais permet toutefois de rassembler de nouveaux profils dans une catégorie dont les aboutissements sociaux restent ceux des analyses de Marx et Weber.

B. Redéfinition des sentiments d'appartenance à une classe et des antagonismes sociaux

1. Une conscience de classe redéfinie autour de nouveaux facteurs sociaux

Si la conscience de classe traditionnelle, telle que l'entendaient Karl Marx et Max Weber, s'est affaiblie avec la diversification des trajectoires professionnelles et l'élévation du niveau de vie, cela ne signifie pas pour autant la disparition des sentiments d'appartenance collective. Aujourd'hui, de nouvelles formes de conscience de classe émergent, structurées autour de facteurs sociodémographiques et socioculturels. L'âge, le diplôme, l'origine ou encore le lieu de résidence deviennent des éléments déterminants dans la perception des inégalités et des clivages sociaux. Par exemple, les jeunes diplômés des grandes villes peuvent se sentir en opposition avec les travailleurs précaires des zones rurales, non pas uniquement en raison de leurs revenus, mais aussi à travers des différences culturelles et des modes de vie divergents. Cette recomposition des appartenances sociales est visible dans des mouvements tels que la mobilisation des étudiants contre la précarité ou encore l'émergence d'une conscience collective au sein des retraités face à la baisse du pouvoir d'achat.

2. Des antagonismes sociaux sensiblement différents

Par ailleurs, les antagonismes sociaux ne se sont pas estompés, mais ont changé de nature. Si l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat est moins structurante qu'au XIXe siècle, d'autres formes de conflits émergent, notamment à travers la défiance envers les élites politiques et économiques ou le rejet de certaines minorités. Le mouvement des gilets jaunes en 2018 illustre cette évolution : bien qu'hétérogène, il a cristallisé un sentiment de révolte des classes moyennes et populaires face à ce qu'elles perçoivent comme une déconnexion des élites urbaines. De même, la montée des partis populistes et nationalistes en Europe et en occident de manière générale révèle de nouveaux clivages, où une partie de la population se regroupe autour d'un rejet des élites globalisées et de certaines catégories perçues comme favorisées. Ces tensions montrent que si la société ne se structure plus uniquement autour des classes sociales traditionnelles, de nouveaux conflits opposant catégories sociales et identités culturelles redéfinissent les antagonismes contemporains.